



# La politisation des faits divers sur les réseaux sociaux

---

Par Sylvain Parasio, Antoine Machut,  
Béatrice Mazoyer



Sylvain Parasio, est professeur des universités en sociologie et directeur du médialab. Ses travaux portent sur les transformations induites par les technologies numériques dans les manières de s'informer, de débattre et de s'engager dans l'espace public, en particulier en France et aux États-Unis.



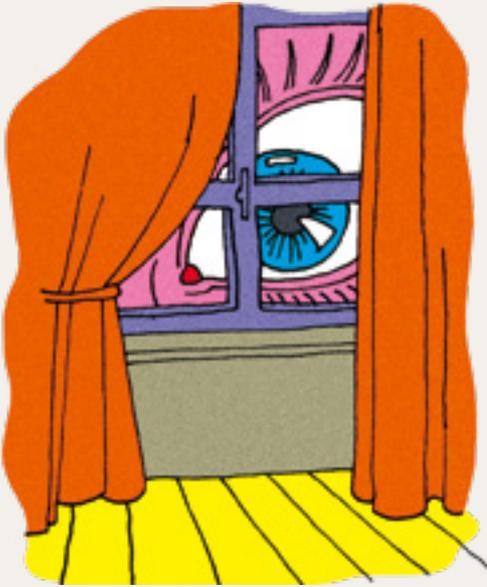
Antoine Machut est postdoctorant en sociologie au médialab, docteur en sociologie de l'Institut d'études politiques de Grenoble (IEPG) et chercheur associé au laboratoire Pacte de l'Université Grenoble Alpes. Il est spécialiste des méthodes longitudinales et mixtes d'analyse de données numériques.



Béatrice Mazoyer est ingénieure de recherche au médialab. Elle travaille sur la circulation de l'information entre les réseaux sociaux et les médias traditionnels à l'aide de méthodes de traitement du langage naturel et de fouille de données.



Le phénomène médiatique consistant à ériger en problème public un événement singulier n'a rien de nouveau, mais la digitalisation de l'espace informationnel semble l'avoir amplifié. Pour évaluer la part réelle qu'y prennent les réseaux sociaux, en regard des autres arènes publiques, Sylvain Parasio, Antoine Machut et Béatrice Mazoyer ont mis au point une méthode d'enquête computationnelle qu'ils ont appliquée au traitement de l'affaire Lola sur X/Twitter.



Lorsque, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, le footballeur de l'équipe de France Marcus Thuram a appelé à faire barrage au Rassemblement national, Julien Odoul, député de ce même parti, lui a reproché de n'avoir « jamais dit un mot pour exprimer sa tristesse quand Thomas, Lola et toutes les autres jeunes victimes ont été massacrées par la racaille ». Les prénoms de Thomas et Lola renvoient à des faits dramatiques : le meurtre d'une enfant de 12 ans à Paris par une ressortissante algérienne en 2022 ; celui d'un jeune homme dans un village de la Drôme auquel des personnes de 16 ans issues de l'immigration auraient participé en 2023. Ces deux crimes ont été très largement mis en avant par des militants et élus d'extrême droite pour dénoncer l'immigration auprès d'un public a priori peu intéressé par la politique partisane. À l'opposé du spectre politique, d'autres prénoms ont été régulièrement mobilisés, qui renvoient à d'autres drames : la mort de jeunes hommes issus de l'immigration à la suite d'interpellations par les forces de l'ordre. Qu'il s'agisse d'Adama, mort en 2016 alors qu'il tentait de fuir un contrôle, ou de Nahel, abattu par un policier en 2023, ces événements ont quant à eux été associés par des militants de gauche à un problème public plus général : la violence systémique de la police à l'encontre des personnes racisées.

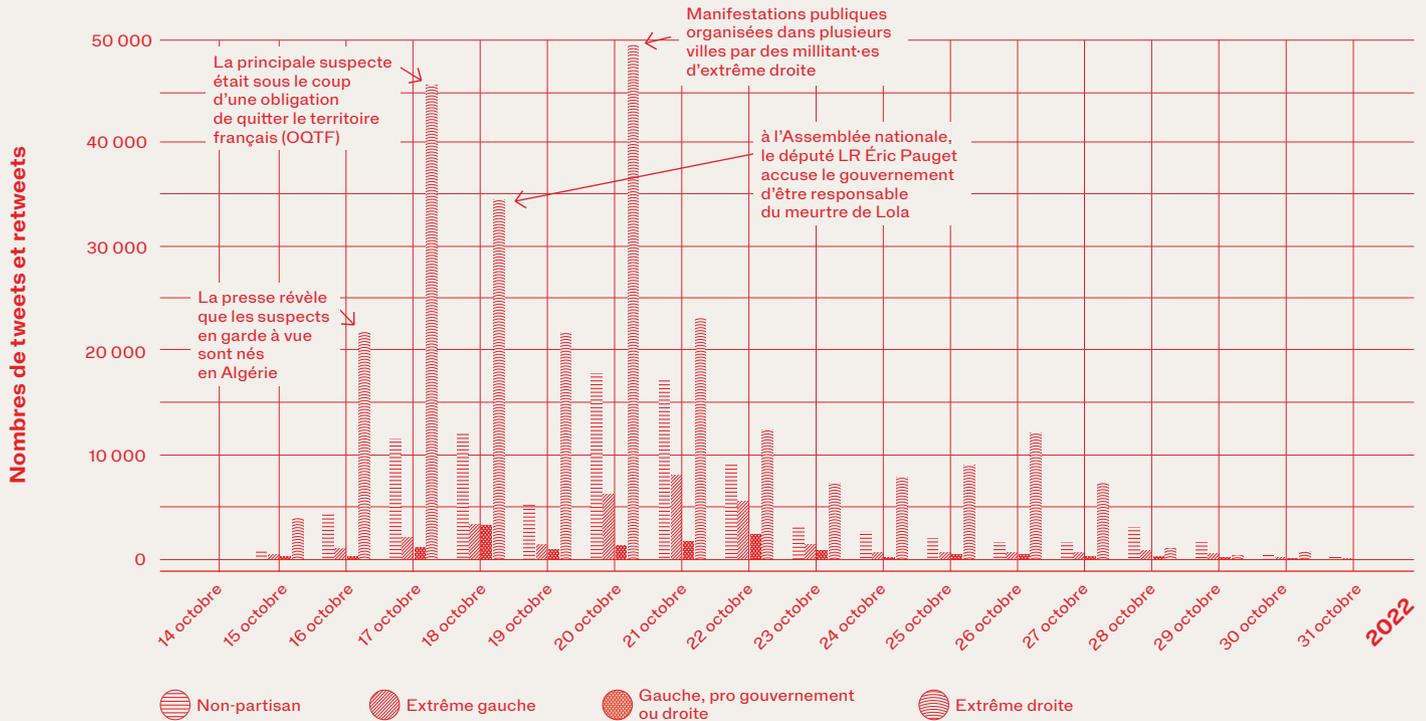
La politisation de ce que l'on a coutume d'appeler des faits divers consiste à présenter un événement d'actualité comme n'étant pas singulier ni dépendant de circonstances exceptionnelles, mais relevant d'un problème public plus général.

## *Les mutations de l'écosystème médiatique amplifient la politisation des faits divers.*

Ce phénomène est loin d'être nouveau, mais les mutations de l'écosystème médiatique lui donnent une plus grande ampleur de nos jours. Les réseaux sociaux permettent à des militants, à des personnalités publiques et à des citoyens ordinaires de profiter de l'émotion et de l'indignation publiques pour pousser leur propre agenda politique. Alors que l'exploitation politique d'un fait divers a longtemps exigé des ressources accessibles aux seuls politiciens et journalistes de premier plan – pensons à la façon dont, en 2011, Nicolas Sarkozy, alors président de République, a mis en cause les magistrats à l'occasion du meurtre d'une jeune femme, Lætitia – les réseaux sociaux ont singulièrement réduit ces exigences. En parallèle, les chaînes d'information en continu se font l'écho des mouvements d'opinion rendus visibles sur les réseaux sociaux, notamment parce qu'elles privilégient l'actualité immédiate par rapport aux enquêtes de fond. Une telle configuration est propice à la politisation de faits divers qui suscitent une couverture médiatique intense et dont les effets de long terme sur l'opinion sont encore mal connus.

Ce phénomène pose des questions cruciales pour la qualité du débat démocratique, que les sciences sociales, en particulier la sociologie, contribuent

DISTRIBUTION DES TWEETS ET RETWEETS À PROPOS DE L'AFFAIRE LOLA  
SELON L'ORIENTATION PARTISANE DES UTILISATEURS DE X/TWITTER



à éclairer. Quel rôle jouent les réseaux sociaux dans la politisation de l'actualité? Les formes de politisation les plus extrêmes, surtout celles qui généralisent de façon abusive certains faits divers, rencontrent-elles des limites? Les médias amplifient-ils ces processus? Comment les normes et les pratiques des journalistes peuvent-elles protéger la qualité de la discussion publique de l'actualité?

Répondre à ces questions exige de surmonter plusieurs difficultés méthodologiques, dont celle de savoir comment décrire des processus qui impliquent à la fois des réseaux sociaux, des organisations médiatiques et un grand nombre d'individus s'exprimant à visage découvert ou de façon anonyme. Pour tenter de franchir cet obstacle, nous avons mis au point, dans le cadre d'un projet financé par l'Agence nationale de la recherche, une méthode d'enquête computationnelle qui nous a permis de reconstituer les processus de politisation d'un événement d'actualité à partir des traces numériques provenant de X/Twitter<sup>1</sup>.



<sup>1</sup> « Approche computationnelle des dynamiques d'influence entre agendas législatifs et médiatiques-Medialex », 2021-2025.

Échange de tweets entre un député du Rassemblement national et un footballeur à propos du meurtre de Lola.



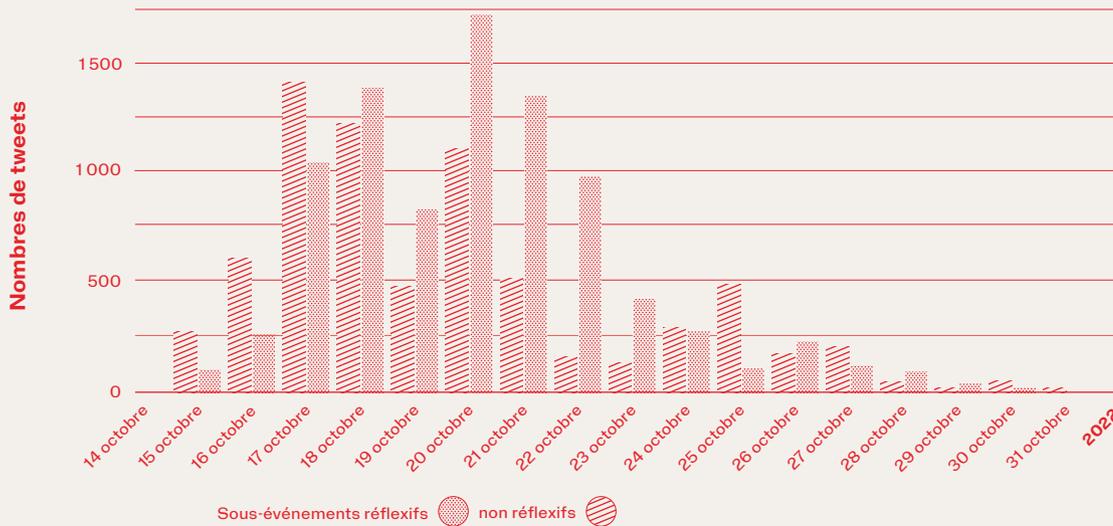
Manifestation de membres du Rassemblement national et de Reconquête! après l'assassinat de Lola, Valence, 10 octobre 2022.

## Une méthode d'enquête computationnelle

Notre analyse s'est concentrée sur le meurtre de Lola, commis à Paris le 14 octobre 2022 par une Algérienne illégalement présente sur le territoire français. À sa suite, le parti d'Éric Zemmour, Reconquête!, a rapidement organisé une intense campagne sur les réseaux sociaux, dans des médias partisans et sur les chaînes d'information continue. Des politiciens, des militants et des journalistes de médias d'extrême droite ont cherché à imposer leur interprétation, en qualifiant le meurtre de « francocide », c'est-à-dire un crime commis contre un Français par un étranger, dans un contexte où le « peuple français » serait progressivement remplacé par un « peuple étranger ». Pendant une semaine, l'événement a été commenté sur les réseaux sociaux, massivement couvert par les médias, tandis que des élus du parti des Républicains ont en partie repris le cadre d'interprétation de Reconquête dans les médias de grande écoute et jusqu'à l'Assemblée nationale, affirmant que le gouvernement était responsable de la mort de Lola puisque la principale suspecte était sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Pour reconstituer le processus de politisation de ce fait divers dramatique, nous avons élaboré un algorithme de détection d'événements et l'avons appliqué à un corpus de 10 millions de messages publiés sur X/Twitter pendant les mois d'octobre et de novembre 2022. L'algorithme a regroupé les messages présentant de fortes similitudes lexicales. En sélectionnant les clusters de messages contenant le mot Lola, nous avons obtenu un corpus de 19 047 clusters rassemblant un total de 449 130 tweets (retweets exclus), chaque cluster étant centré sur une occurrence : un élément factuel lié au meurtre, la déclaration d'un politicien, d'un militant, d'un journaliste, d'un utilisateur de X/Twitter, etc. La discussion publique s'est ainsi retrouvée automatiquement décomposée en un grand nombre de discussions centrées sur des sujets particuliers que nous avons appelés sous-événements. Chacun d'eux a concentré l'attention pendant quelques heures ou quelques jours, impliquant des acteurs (anonymes, militants, journalistes, politiciens, etc.) et des arènes différentes (gouvernement, Assemblée nationale, médias centraux ou partisans, partis politiques, etc.). Suivent deux exemples de ces sous-événements.

DISTRIBUTION DE LA PARTICIPATION SELON LA NATURE RÉFLEXIVE OU NON RÉFLEXIVE  
DES SOUS-ÉVÉNEMENTS\* LIÉS À L'AFFAIRE LOLA



\* Un sous-événement est une discussion en ligne centrée sur un sujet particulier lié à l'affaire Lola. Il est qualifié de réflexif lorsqu'il ne porte pas sur les faits eux-mêmes mais sur le processus de politisation.  
Source : S. Parasie et al., « Legacy Media and the Weaponization of News Event », *op. cit.*

• Le 18 octobre, le ministre de la Justice, Éric Dupont-Moretti, critique un député du parti Les Républicains à l'Assemblée : « Se servir du cerceau d'une gamine de 12 ans comme on se sert d'un marchepied, c'est une honte, Monsieur le député. » Ces propos sont partagés sur X/Twitter par la chaîne BFMTV, suscitant plusieurs centaines de réactions jusqu'au 20 octobre.

• Le 22 octobre, Stéphane David, élu du parti Reconquête, déclare sur X/Twitter : « Je suis très étonné par l'absence de réaction des musulmans en France au massacre de Lola. » Quelques dizaines de messages relaient ce propos, qui n'est plus discuté deux jours plus tard.

L'engagement des partisans d'extrême droite dans la discussion sur X/Twitter apparaît clairement, comme le révèle l'analyse des préférences politiques des contributeurs, identifiées et mesurées à travers le partage de messages publiés par les principaux candidats à l'élection présidentielle de 2022.

Pour chacun des 300 sous-événements les plus volumineux en tweets, nous avons identifié l'occurrence initiale (fait ou déclaration rapportée, déclaration, analyse), les acteurs impliqués dans sa survenue, les acteurs qui ont déclenché la discussion sur X/Twitter (anonymes, militants, politiciens, journalistes, médias, etc.). Nous avons également vérifié, pour chaque

sous-événement, si des médias étaient à l'origine de l'occurrence initiale. Trois grands constats sont ressortis de cette analyse, à la fois qualitative et quantitative.

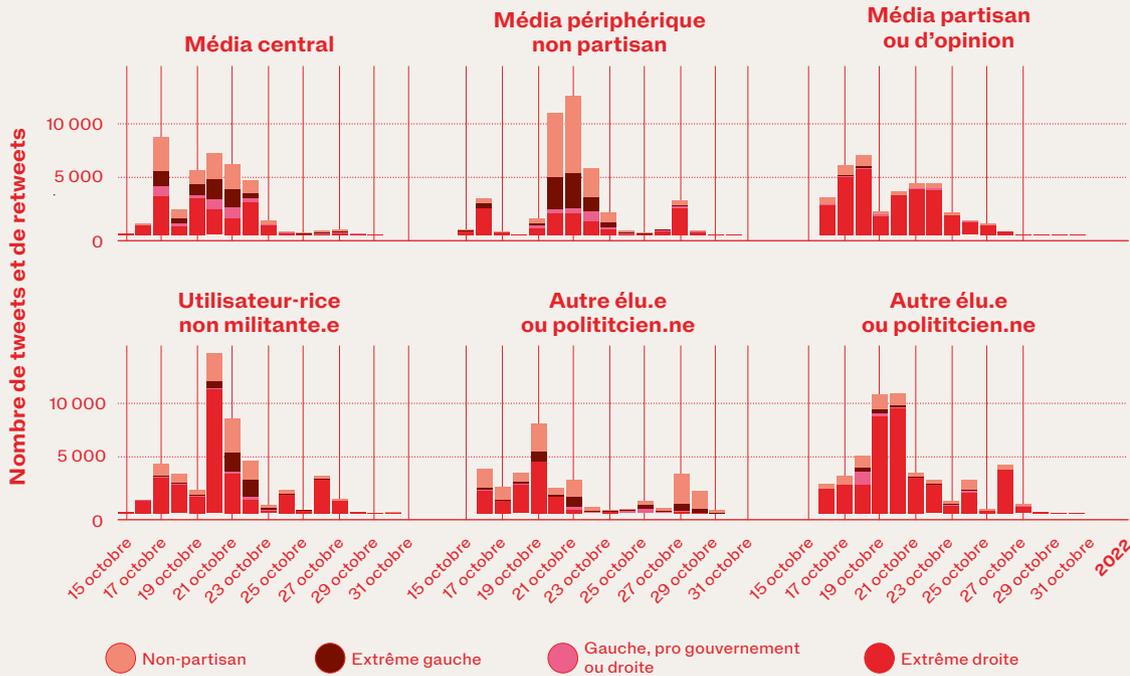
### Les réseaux sociaux ne dictent pas l'agenda médiatique

Premier constat, la très importante couverture médiatique de l'affaire Lola n'est pas la conséquence directe de l'activisme d'extrême droite sur les réseaux sociaux. Certes, les militants zemmourriens ont été très actifs sur X/Twitter dès le 16 octobre 2022, lorsque l'on a appris que la principale suspecte était de nationalité algérienne, mais ce n'est pas cette mobilisation qui explique l'intérêt massif des médias pour le meurtre de Lola à partir du 18 octobre.

Cet intérêt s'explique plutôt par l'intervention de plusieurs responsables du parti Les Républicains, à l'Assemblée nationale et dans les médias, qui mettent en accusation le gouvernement. La veille, le 17 octobre, les principaux médias rapportent en effet que la principale suspecte est sous le coup d'une OQTF. « Lola a perdu la vie parce que vous n'avez pas expulsé cette étrangère qui n'avait plus rien à faire ici », déclare le député Éric Pauget, du parti Les Républicains, dans une question adressée au ministre de la Justice. « Si cette obligation de quitter le territoire français



## TWEETS ET RETWEETS SELON LE DÉCLENCHEUR DU SOUS-ÉVÉNEMENT ET LES ORIENTATIONS PARTISANES DES UTILISATEURS DE X/TWITTER



Source : S. Parasio et al., « Legacy Media and the Weaponization of News Event », op. cit.

avait été appliquée, Lola serait encore en vie », renchérit David Lisnard, membre du même parti au cours d'une émission télévisée populaire. Dès lors, la politisation du meurtre de Lola ne se limite plus aux militants et aux politiciens d'extrême droite, qui s'exprimaient jusque-là seulement sur X/Twitter et dans les médias partisans. Des élus de droite s'expriment à leur tour sur le sujet, tandis que des politiciens d'extrême droite sont interviewés par les principaux médias audiovisuels. La politisation du meurtre se déplace dans les espaces les plus légitimes du débat public tels que le Parlement, les chaînes de télévision d'information et les médias que l'on peut qualifier de centraux, c'est-à-dire les plus reconnus par la profession journalistique et disposant des ressources économiques humaines et les plus importantes (*Le Monde*, *Le Parisien*, BFMTV, etc.).

Si les élus du parti Les Républicains ne soutiennent pas explicitement la théorie du « francocide », leur contribution à la politisation du meurtre entraîne une couverture beaucoup plus importante par les médias traditionnels après le 18 octobre. La valeur journalistique du meurtre augmente soudainement dès lors que les politiciens de l'opposition parlementaire s'en emparent et qu'il suscite des réactions de la part des membres du gouvernement. Les élus du

parti Les Républicains ont donc joué un rôle important dans ce processus de politisation du meurtre, en légitimant la couverture médiatique d'un crime qui, sans cela, serait resté un sujet de discussion au sein de l'extrême droite et sur les réseaux sociaux.

### Les médias centraux conservent le contrôle sur les faits discutés

Deuxième constat, les médias centraux ont conservé un quasi-monopole sur l'exposé des faits qui ont été discutés sur X/Twitter en lien avec le meurtre de Lola. Cela peut surprendre quand on sait que tout un chacun peut s'y exprimer sans contrôle, et surtout que les partisans de l'extrême droite ont été de loin les plus actifs dans la discussion autour de ce fait divers. Il apparaît pourtant que la grande majorité des occurrences factuelles discutées sur ce réseau social ont été rapportées et vérifiées par des médias centraux.

Ces médias ont ainsi été à l'origine de deux tiers des faits ou déclarations rapportés qui ont suscité des sous-événements sur X/Twitter. Les médias d'opinion et partisans ont joué un rôle moins important, n'ayant rapporté les faits et les déclarations que dans 10% des sous-événements.

De façon plus remarquable encore, les sous-événements qui n'ont pas été « assemblés » — c'est-à-dire sans qu'aucun média n'ait rapporté les faits mentionnés — n'ont représenté que 22% des sous-événements.

On remarque en outre que les sous-événements qui reposaient sur des faits rapportés par des médias centraux ont attiré plus de commentateurs que ceux qui reposaient sur des faits non vérifiés. Sans surprise, les partisans d'extrême droite ont été les plus impliqués dans les discussions basées sur les faits rapportés par les médias partisans. Cependant, ils ont été également très présents dans les conversations sur les faits rapportés par les médias centraux, ce qui illustre le paradoxe des populistes, qui critiquent les médias grand public tout en s'appuyant sur eux.

### Les effets de la couverture médiatique sur les réseaux sociaux

Troisième constat, les médias centraux contribuent à réguler l'instrumentalisation politique de l'actualité sur les réseaux sociaux, en produisant une couverture réflexive du fait divers. Nous qualifions de réflexive une couverture médiatique qui ne porte pas sur le crime lui-même, qu'il s'agisse des faits ou des interprétations associées, mais sur le processus de politisation. Elle peut prendre plusieurs formes : documentation de la politisation (en révélant, par exemple, que le parti d'Éric Zemmour a acheté des noms de domaine contenant le nom Lola), présentation équilibrée des arguments pour ou contre la politisation en analysant les prises de position sur le meurtre comme autant de stratégies politiques ou électorales, ou encore critiques ou justifications de la politisation en lien avec l'immigration.

Notre analyse montre que la couverture médiatique s'est faite de plus en plus réflexive, non seulement dans la presse écrite mais aussi sur X/Twitter. Trois jours après la révélation de la mort de Lola, la discussion sur X/Twitter s'est davantage portée sur des sous-événements réflexifs : la légitimité même de la politisation s'est retrouvée au centre du débat.

## Les médias centraux contribuent à réguler l'instrumentalisation politique de l'actualité sur les réseaux sociaux en produisant une couverture réflexive.

Or, les médias centraux ont joué un rôle majeur dans le tournant opéré par la conversation sur X/Twitter en étant à l'origine d'un grand nombre de sous-événements réflexifs. Ils ont aussi contribué à réguler la discussion en suscitant la participation de personnes ayant des préférences politiques plus variées, contrairement aux médias partisans, aux politiciens et aux militants qui ont déclenché des sous-événements faisant quasiment exclusivement réagir des personnes situées à l'extrême droite.

Les méthodes d'enquête présentées dans cet article apportent ainsi un regard neuf sur un phénomène d'importance grandissante. Elles permettent de comprendre que la politisation des faits divers ne procède pas des seuls réseaux sociaux, mais qu'elle engage tout autant le personnel politique et les médias centraux. En contribuant à identifier des mécanismes de régulation du débat public, elles invitent à envisager sous un nouveau jour la discussion de l'actualité et ses implications démocratiques.

### ■ RÉFÉRENCES

→ Boltanski L. et Esquerre A., *Qu'est-ce que l'actualité politique ?* Paris, Gallimard, 2022.

→ Jablonka Y., *Lætita ou la fin des hommes*, Paris, Seuil, 2016.

→ Mazoyer B., Hervé N., Hudelot C. et Cagé J., « Comparison of Short-text Embeddings for Unsupervised Event Detection in a Stream of Tweets », dans F. Guillet, D. A. Zighed et H. Briand (eds), *Advances in Knowledge Discovery and Management*, New York, Springer, 2024, p. 81-97.

→ Parasie S., Machut A. et Mazoyer B., « Legacy Media and the Weaponization of News Events. A Computational Study of the Lola Case », à paraître.

→ Sécail C., *Le Crime à l'écran. Le fait divers criminel à la télévision française (1950-2010)*, Paris, INA/Nouveau Monde, 2010.